



Le *Meilleur* de la formation
en Comptabilité-Gestion
à distance

Corrigés du DCG 2014

à télécharger gratuitement sur www.comptalia.com



Comptalia, l'école qui en fait + pour votre réussite !

CORRIGÉ INDICATIF

Préparez dès à présent la rentrée
et inscrivez-vous en **DCSG** !



Comptalia c'est **6 000 apprenants**,
94 % d'entre eux sont satisfaits !



SESSION 2014

UE 5 – ÉCONOMIE

Durée de l'épreuve : 4 heures – Coefficient : 1,5

SESSION 2014

UE 5 – ÉCONOMIE

Durée de l'épreuve : 4 heures – Coefficient : 1,5

Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait **une fraude**.

Document remis au candidat :

Le sujet comporte 2 pages numérotées de 1 à 2.

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Nota bene : Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie et à la qualité rédactionnelle. Il sera tenu compte de ces éléments dans l'évaluation de votre travail.

I-DISSERTATION

La place de l'innovation dans la croissance économique.

II - ÉTUDE DE DOCUMENT

À l'aide du graphique fourni en annexe et de vos connaissances, vous traiterez les questions suivantes :

- 1. Définissez la balance des paiements et la balance des transactions courantes en précisant les différences entre ces deux indicateurs.**
- 2. Quel est l'intérêt d'étudier le solde de la balance des transactions courantes ? Quelle est la signification d'un solde positif ou négatif ?**
- 3. Mettez en évidence les informations essentielles pouvant être retirées du graphique et analysez-les.**

III-QUESTION

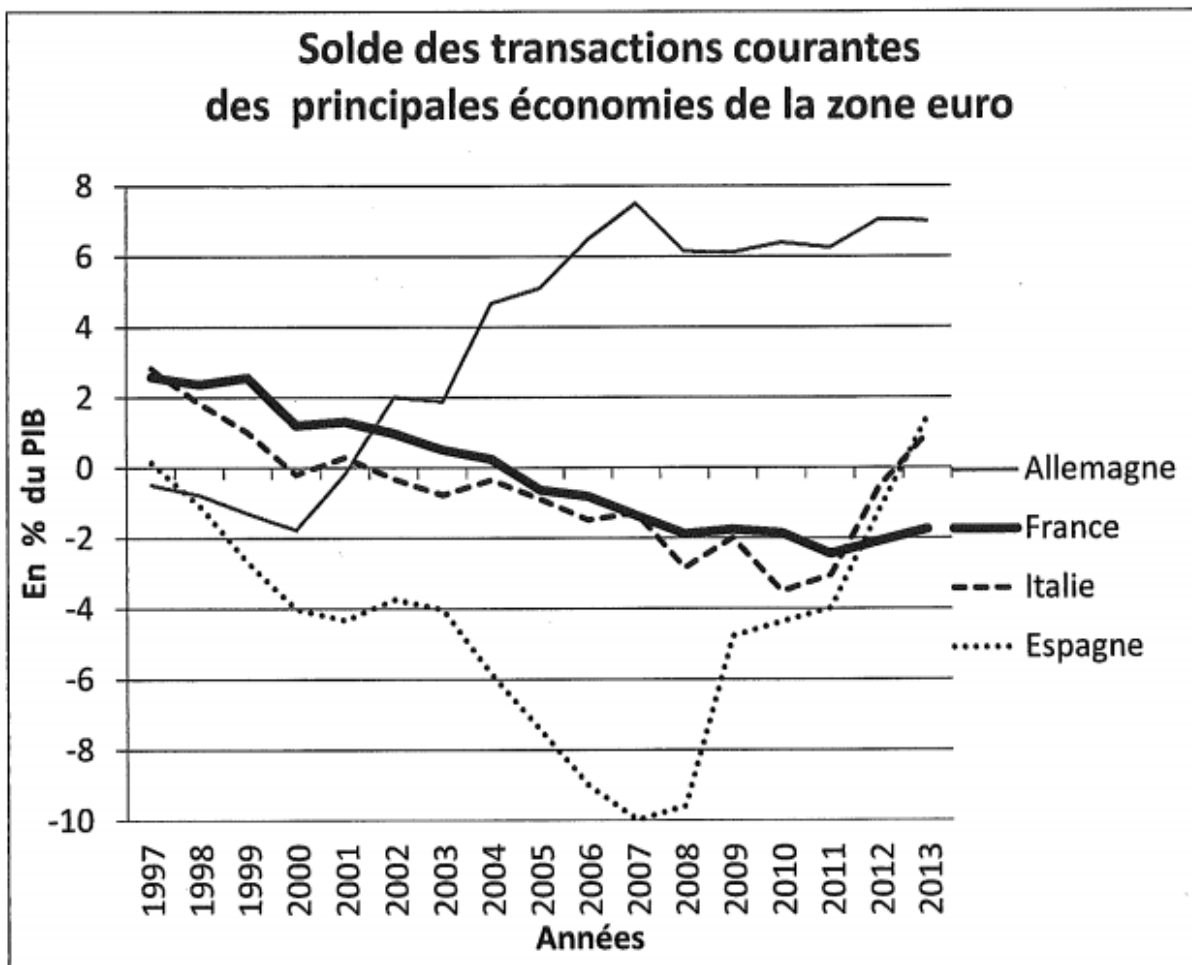
Pourquoi et comment corriger les externalités négatives ?

Barème indicatif

Dissertation 12 points
Étude de document 4 points
Question 4 points

(Annexe page suivante)

ANNEXE



Source : d'après données de la Banque de France – janvier 2014

Correction

Remarque préalable.

Le corrigé proposé par Comptalia est souvent plus détaillé que ce que l'on est en droit d'attendre d'un candidat dans le temps imparti pour chaque épreuve.

A titre pédagogique le corrigé peut donc comporter des rappels de cours par exemple, non exigés dans le traitement du sujet.

I – DISSERTATION (12 points)

La place de l'innovation dans la croissance économique

Proposition de plan détaillé.**Introduction**

Accroche : La faiblesse de la croissance économique française et plus largement européenne depuis la crise financière de 2007-2008, interroge les économistes sur la nécessité de mettre en place des politiques destinées à favoriser l'innovation dans les entreprises.

Définition de la croissance économique : c'est l'accroissement d'un indicateur de production comme le Produit Intérieur Brut sur une période longue.

Définition de l'innovation : Les innovations peuvent se définir comme la manifestation du progrès technique ou bien encore comme les applications industrielles et commerciales des inventions.

Problématique : la réflexion actuelle en France repose sur une relation forte entre innovations / progrès technique et croissance. La question se pose donc de savoir dans quelle mesure et de quelle manière le progrès technique stimule la croissance économique.

Plan : Pour répondre à cette question nous analyserons d'abord les différentes contributions de l'innovation à la croissance pour monter ensuite que l'intensité de cette relation dépend d'un certain nombre de conditions.

Développement**I - Les innovations, une contribution essentielle de la croissance économique****A – Les contributions de l'innovation à la croissance différent selon leur type****1) Le progrès technique se matérialise dans des innovations multiformes.**

Typologie de l'innovation chez Schumpeter : nouveaux produits, nouveaux marchés, nouvelles méthodes de production, nouvelles organisations (de la production, du travail, de la firme, des marchés), nouvelles sources de matières premières ou d'énergies.

Mais, ces différentes innovations peuvent être présentées regroupées dans les innovations de produits et les innovations de procédés.

2) Les contributions des innovations de procédés à la croissance intensive

Elles concernent : les nouvelles matières premières, les nouvelles technologies industrielles, nouvelles machines, les nouvelles organisations.

Les innovations de procédé améliorent la productivité des facteurs, donc provoquent des baisses de coût qui peuvent être répercutées sur les prix de vente (baisse), sur les salaires (hausse) et sur les profits (hausse)

La baisse des prix de vente et la hausse des salaires entraînant donc une augmentation de la consommation des produits dont le prix baisse (si l'élasticité prix de la demande est forte) et/ou la consommation d'autres biens avec le gain de pouvoir d'achat réalisé par les consommateurs. L'augmentation des profits dynamise de son côté l'investissement des entreprises.

La baisse des coûts permise par les innovations de procédés permet l'amélioration de la compétitivité-prix des entreprises innovantes, donc leur capacité à exporter. Cela favorise ainsi le moteur des exportations.

Les innovations de procédé entraînent donc principalement une croissance intensive.

3) Les contributions des innovations de produits à la croissance extensive

Les innovations touchant les produits permettent quant à elles d'augmenter les ventes, d'accélérer le renouvellement des produits, voire de créer de nouveaux domaines de consommation (le développement des TIC, par exemple).

En définitive, les innovations portant sur les produits permettent de relancer le moteur de la consommation finale des ménages, mais aussi des exportations, dans la mesure où les innovations-produit permettent d'améliorer la compétitivité hors-prix.

B – Des contributions à la croissance reconnues par les économistes

La relation entre croissance économique et progrès technique a été mise en évidence par des économistes et ce dans beaucoup de courants de pensée économique.

1) Le rôle de l'innovation chez Schumpeter

Schumpeter explique par les concepts de révolutions industrielles et de grappes d'innovation les phases d'expansion longue (25 ans minimum) des cycles de long terme mis en évidence par Kondratieff.

2) Un progrès technique essentiel mais tombé du ciel pour les néo-classiques

Par ailleurs, la théorie néoclassique de la croissance, dont le modèle de Solow, affirme bien que le progrès technique provoque la croissance économique, mais que celui-ci tombe du ciel en quelque sorte. En effet il serait lié aux progrès de la science qui sont imprévisibles et exogènes au système économique.

3) La production d'innovation, une activité économique qui permet la croissance endogène

Enfin, la théorie de la croissance endogène, considère le progrès technique comme un véritable facteur de production, à côté du travail et du capital. L'innovation devient donc endogène, car elle est le résultat de décisions et d'actions micro-économiques. Or, l'innovation est une activité à rendements croissants, car elle augmente le stock de connaissances pour générer de nouvelles innovations, qui profite à toutes les entreprises et provoque la croissance économique.

Transition : les innovations dans leur grande diversité renforcent la croissance économique tant aussi bien extensive qu'intensive. Ainsi Paul Dubois a calculé qu'en France sur la période 1951-1973, la croissance annuelle moyenne de 5,2% ne pouvait être expliquée que pour moins de la moitié par l'augmentation du volume des facteurs de production utilisés, et l'était donc principalement par le PT et les innovations. Mais cette relation empirique et théorique entre croissance et innovations ne va pas toujours de soi et nécessite la rencontre d'un certain nombre de conditions.

Partie II - Une relation innovations-croissance qui nécessite certaines conditions

A – La condition de l'acceptation et de la diffusion de l'innovation

1) L'acceptation sociale de l'innovation

Les innovations doivent être acceptées par la société et les consommateurs. L'innovation bouleverse les pratiques sociales (phénomène des réseaux sociaux, par exemple), voire les modes de vie (internet, par exemple). Une innovation peut ne jamais être acceptée et parfois le consensus social sur une innovation peut prendre plusieurs années, ce qui limite d'autant la contribution à la croissance.

2) La vitesse de diffusion des innovations

La percée des innovations doit être rapide pour produire une augmentation sensible de l'activité économique. On remarque que les nouveaux produits, comme l'ordinateur portable, le GSM ou bien encore les écrans plats ont pénétré significativement les marchés en quelques années, alors qu'il a fallu plus de 70 ans pour l'automobile. Autre exemple, les écrans plats prévus au départ pour les GSM ont été incorporés sur les ordinateurs, les téléviseurs, les tablettes

3) Les grappes d'innovations

Une innovation seule, n'a en général que peu d'impact sur le rythme de la croissance. Par contre, si comme le soutient Schumpeter, les innovations sont multiples et quasi simultanées, elles forment système et contribuent d'autant plus à la croissance. C'est le cas dans les TIC avec les technologies numériques, les innovations logicielles, les capacités des disques durs, processeurs et mémoires, les écrans LED, la micro-électronique, la transmission de données (câble, satellite, wifi..).

4) L'importance des innovations

Les innovations pures (nouveau produit, nouveau marché) contribuent davantage à la croissance économique que les innovations incrémentales qui n'apportent que des changements mineurs à un produit existant.

D'une autre manière, certaines innovations comme l'ordinateur, apparaissent en tant que biens de consommation au service des ménages et comme bien de production dans les entreprises. Ce double usage du même produit et en partie des mêmes services, permet de comprendre l'importance de cette innovation qui est à la fois un moteur et un facteur de la croissance économique.

B – Les phénomènes de destruction créatrice liés à l'innovation perturbent la croissance

L'introduction des innovations ne génère pas que de la croissance, elle s'accompagne souvent d'effets de destruction créatrice, chers à Schumpeter et qui concernent les produits, les entreprises et les emplois.

1) Les nouveaux produits chassent les anciens.

A l'exception de l'innovation pure, toutes les innovations de produits réussies se substituent à d'autres produits ou activités traditionnels. Donc une partie du développement des nouvelles activités se fait au détriment des anciennes, ce qui limite nécessairement la croissance économique générée.

Par exemple, les appareils photographiques argentiques ont été remplacés par les appareils numériques, ou la presse écrite quotidienne voit son audience diminuer inexorablement, captée par les nouvelles sources d'information disponibles sur internet.

2) Les destructions d'emplois à court terme

Les changements sur les produits ont des conséquences sur l'emploi. D'une part les emplois dans les entreprises traditionnelles sont supprimés et d'autre part de nouveaux emplois sont créés pour répondre à la demande des produits innovants. Le solde résultant de la création et de la destruction d'emplois n'est pas nécessairement positif, ce qui réduit alors le potentiel de croissance de certaines innovations.

Les innovations de procédés en améliorant la productivité réduisent le nombre d'emplois nécessaires et provoquent la disparition à court terme des sureffectifs

3) La disparition des entreprises des secteurs traditionnels

La destruction créatrice touche aussi les entreprises obsolètes technologiquement qui disparaissent au profit de nouvelles entreprises qui prennent leur place. Si les entreprises innovantes remplacent en partie les entreprises anciennes, leur contribution à la croissance économique est donc plus faible. (Microsoft, Google, Facebook n'existaient pas il y a 30 ans, Kodak et Polaroid leaders mondiaux à la même époque sont aujourd'hui des entreprises moribondes).

4) Certaines innovations peuvent être nuisibles à la croissance économique nationale

Certaines innovations en termes d'organisation et de gestion nuisent à la croissance nationale : par exemple le phénomène de l'entreprise industrielle sans usine (comme Apple pour la fabrication des téléphones portables) conduit par le biais de la sous-traitance généralisée à gonfler les flux d'importation sur le territoire américain, réduisant d'autant la valeur ajoutée produite sur le sol américain, donc l'accroissement du PIB.

Conclusion

Rappel des conclusions des 2 parties : les contributions à la croissance sont différentes selon le type d'innovations, de procédés ou de produits. La théorie économique reconnaît et fournit des analyses de cette contribution au-delà de la diversité des approches.

Néanmoins les effets positifs de l'innovation peuvent être limités voire remis en cause lorsque les effets destructifs sur les anciennes structures économiques l'emportent sur les apports de l'innovation.

Réponse au sujet : au-delà de ces nuances, incontestablement le progrès technique et ses manifestations, les innovations jouent un rôle essentiel dans la croissance économique des pays économiquement matures

Ouverture : à tel point que les politiques publiques en faveur de l'innovation se trouvent réhabilitées, notamment au sein de l'UE, au travers de la stratégie de Lisbonne qui ambitionnait faire de l'UE le premier espace de l'économie de la connaissance et de l'innovation.

II – ÉTUDE DE DOCUMENT (4 points)

1. Définissez la balance des paiements et la balance des transactions courantes en précisant les différences entre ces deux indicateurs.

La balance des paiements est un document établi par la Banque de France, et qui enregistre l'ensemble des transactions portant sur les biens, les services, les revenus et les capitaux, entre les agents résidents et le reste du monde (les agents non-résidents), pour une période de référence qui est souvent l'année. La balance des transactions courantes est une partie de la balance des paiements qui concerne les seules transactions réelles, c'est-à-dire les exportations et importations de biens (balance commerciale), de services et de revenus. Pour connaître la balance des paiements, il faut ajouter à la balance des transactions courantes le compte de capital et surtout le compte financier.

2. Quel est l'intérêt d'étudier le solde de la balance des transactions courantes ? Quelle est la signification d'un solde positif ou négatif ?

Le solde de la balance des transactions courantes permet d'apprécier les performances économiques d'un pays, à travers l'analyse de l'excédent ou du déficit commercial et/ou de la balance des transactions courantes. L'excédent suppose que les agents économiques résidents exportent plus de biens et de services qu'ils n'en importent. Cela peut traduire soit une bonne compétitivité-prix ou hors-prix des entreprises résidentes, soit une récession économique qui frappe le pays et non ses partenaires commerciaux (ce pays voit donc ses importations baisser, alors que la demande d'exportations augmente). À l'inverse le solde négatif signifie une mauvaise compétitivité des entreprises ou bien une spécialisation sectorielle ou géographique insuffisantes. Par ailleurs, l'excédent des transactions courantes doit être considéré comme une créance vis-à-vis du reste du monde et ses excédents vont pouvoir être placés ou prêtés. Le déficit courant étant assimilable à une dette vis-à-vis du reste du monde (la nation dépense plus qu'elle ne produit).

3. Mettez en évidence les informations essentielles pouvant être retirées du graphique et analysez-les.

Ce graphique élaboré en janvier 2014, d'après les données de la BDF, montre l'évolution entre 1997 et 2013 des Soldes de la Balance des Transactions Courantes des quatre premières économies de la zone euro : l'Allemagne, la France ; l'Italie et l'Espagne.

Les performances commerciales au sein de la zone euro sont très inégales et variables dans le temps. La France et l'Italie qui en 1997 connaissent un SBTC positif voisin (environ 2,5 % de leur PIB), voient ce solde d'effriter puis devenir négatif, sur l'ensemble de la décennie 2000-2010 traduisant un problème de compétitivité structurelle de ces deux économies.

L'Allemagne quant à elle, part de mauvaises performances commerciales en 1997 (SBTC = - 1 % du PIB), puis rétablit sa compétitivité et ses excédents commerciaux depuis 2000, accumulant des excédents proches ou supérieurs à 6 % de leur PIB. L'Allemagne a rétabli sa compétitivité en baissant les salaires et les charges pesant sur les entreprises.

L'Espagne dont le SBTC plonge jusqu'à représenter un déficit de près de 10% du PIB, symptomatique d'une économie d'endettement. La crise financière de 2007-2008 qui s'est traduit par une baisse du coût du travail en Espagne a fini par rétablir la compétitivité-prix des entreprises espagnoles ce qui se traduit par un retour à l'équilibre des comptes extérieurs en 2013.

Enfin, ce graphique innocent l'euro fort quant à sa responsabilité dans l'évolution des SBTC. En effet, les 4 pays partagent la même monnaie forte, mais leurs trajectoires commerciales divergent. En conséquence l'explication des mauvaises performances de la France est à chercher ailleurs.

III – QUESTION (4 points)**Pourquoi et comment corriger les externalités négatives ?**

Les externalités se définissent comme les conséquences de l'action d'un agent économique sur les autres agents. Ces conséquences ne pouvant être internalisées par les entreprises ne sont donc pas prises en compte dans le niveau des coûts et la détermination des prix. Ces externalités peuvent être positives : cas des activités de recherche fondamentale non brevetables ; ou bien négatives : cas des rejets polluants dans l'air par des entreprises industrielles.

Il est nécessaire de corriger les externalités négatives, car les mécanismes de marché conduisent à une surproduction des biens les générant : en effet les coûts d'une pollution sont supportés par les riverains de l'usine, les collectivités locales, les hôpitaux et non par le pollueur lui-même ce qui revient à minimiser ses coûts, donc à l'inciter à produire plus.

Seule la puissance publique peut corriger ce dysfonctionnement du marché en imposant des règles aux acteurs les conduisant à internaliser les externalités négatives, c'est-à-dire par exemple à intégrer dans leurs coûts, la mise en place de dispositif antipollution imposé par la puissance publique. Plusieurs moyens sont utilisés pour cela :

- la réglementation et les normes (exemples : rejets maximum de CO₂ pour les automobiles ; interdiction du gaz CFC dans les aérosols).
- les taxes (la taxe carbone, par exemple) basées sur le principe pollueur-payeur qui incitent les entreprises à limiter leurs externalités négatives.
- les incitations positives, sous forme de subventions ou de crédits d'impôt pour limiter par exemple les externalités environnementales.
- enfin, l'organisation de structures de marché comme celui des droits à polluer, qui consiste dans le cadre d'une diminution globale des rejets de CO₂ par certaines industries, à attribuer des tonnes de CO₂ à rejeter aux entreprises concernées, qui peuvent les revendre, si elles ont eu un comportement écologiquement responsable et donc en tirer un revenu. Les entreprises les plus polluées, elles pourront acheter des droits supplémentaires sur le marché. En fonction du prix de marché qui naît de la rencontre entre l'offre et la demande, les entreprises sont plus ou moins incitées à limiter leurs rejets.